

«Nous sommes un avion qui tourne sans autorisation d'atterrir»

SANS-ABRI • *Les studios mobiles pour sans-abri de Carrefour-rue cherchent toujours un terrain pour s'établir. Sollicités, l'Etat et les communes se renvoient la balle.*

Aménager des containers en studios mobiles pour y loger des sans-abri, le projet avait enthousiasmé tout le monde. Pourtant, presque un an après leur présentation, les habitations de Carrefour-rue n'ont pas pu trouver de terrain où s'installer. Pas faute d'avoir prospecté.

L'Etat de Genève avait pourtant proposé neuf parcelles, dont quatre avaient été retenues par Carrefour-rue, avant que la commission politique foncière n'émette un avis négatif.

«Il a été décidé que les parcelles concernées devaient rester libres. En effet, ces terrains sont déjà inclus dans des projets de développement ou sont des terrains de réserve dans le cadre des plans de développement de certains quartiers», explique Bernard Favre, secrétaire général adjoint du Département de l'urbanisme.

Une villa, située en zone agricole, avait été alors proposée, comme le révélait jeudi

la *Tribune de Genève*. Mais sans terrain pour les studios mobiles. Le loyer de 10 000 francs par mois était par ailleurs prohibitif pour l'association, comme le confirme Noël Constant, son président. «L'Etat cherche à gagner du temps, se désole-t-il, et la situation des gens les plus démunis s'aggrave. C'est incroyable qu'il faille autant de temps pour obtenir un lieu où se poser.»

Bernard Favre admet qu'à court terme le projet a peu de chances de se concrétiser. «Nous n'avons pas le budget pour proposer une subvention non monétaire, comme la baisse du loyer de la villa. Nous continuons à attendre des opportunités mais tout ne s'arrête pas à l'Etat. Il faudrait voir avec les communes, qui ont de plus grandes marges de manœuvre. Nous-mêmes cherchons par ailleurs toujours un emplacement pour le foyer de requérants d'asile de l'Hospice général, rue Frank-

Thomas, qui doit laisser sa place à la nouvelle Comédie.»

Même son de cloche à la Ville de Genève, où le projet avait été présenté à Rémy Pagani, maire et conseiller administratif en charge de l'Aménagement, qui a dû décliner: «Nous avons recherché un terrain activement. Je voulais que ce projet aboutisse et j'ai fait ce que j'ai pu. Malheureusement, nous n'avons rien trouvé. L'Etat et les autres communes ont plus d'options.»

Un renvoi de balle qui désole Noël Constant: «Nos démarches auprès des communes n'ont rien donné non plus pour le moment. Ce projet ne coûte pourtant rien à l'Etat ni aux municipalités. Les studios sont prêts et peuvent être déplacés facilement. Nous sommes comme un avion qui tourne au-dessus de Genève sans avoir l'autorisation d'atterrir. L'urgence pour les gens sans domicile est déjà largement dépassée. C'est désolant d'avoir encore à attendre.» SARAH BUDASZ